

Règlement

du xx yy 2011

sur l'emploi et le marché du travail (REMT)

Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg

Vu la loi du 1^{er} janvier 2011 sur l'emploi et le marché du travail (LEMT) ;

Sur la proposition de la Direction de l'économie et de l'emploi,

Arrête :

CHAPITRE PREMIER

Autorités d'exécution

Art. 1 Service public de l'emploi (art. 7 LEMT)

¹ Le Service public de l'emploi (ci-après : le Service) est organisé de façon à exécuter les tâches découlant de la LEMT.

² Il comprend notamment les offices régionaux de placement (ci-après : les offices régionaux), l'unité de la surveillance du marché du travail, l'unité de l'inspection du travail et l'unité de la logistique des mesures relatives au marché du travail.

Art. 2 Médecins-conseils (art. 14 LEMT)

¹ Le mandat de prestations entre le Service et le médecin-conseil détermine notamment l'étendue de l'intervention du médecin ainsi que les frais liés à cette dernière.

² Dans la mesure où l'organe de collaboration interinstitutionnel requiert lui-même l'intervention du médecin-conseil, les frais d'intervention de ce dernier sont répartis selon une convention passée entre ces deux parties.

³ Les autres Services de l'Etat peuvent également commander le recours au médecin-conseil, pour autant que la législation qui leur est applicable le prévoie.

Art. 3 Bureaux de la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail (art. 18 LEMT)

a) Composition

¹ Les bureaux sont composés de sept membres, président ou présidente compris(e). Parmi ces membres, deux personnes représentent les associations patronales, deux personnes représentent les associations de travailleurs et travailleuses et deux personnes représentent l'Etat. Pour chacun des milieux représentés, au moins un représentant doit être membre de la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail (ci-après : la Commission).

² Le président ou la présidente est nommé(e) par la Commission parmi les membres qui représentent l'Etat au sein de cette dernière. Les autres membres sont également désignés par la Commission.

³ Avec l'accord de la Commission, les bureaux peuvent s'adjoindre, si nécessaire, un ou plusieurs membres experts. Ces derniers n'ont qu'une voix consultative.

Art. 4 b) Décisions

¹ Les décisions font l'objet d'un procès-verbal.

² Chaque membre dispose d'une voix.

³ Le bureau ne peut délibérer valablement que si au moins quatre des membres sont présents.

⁴ Les décisions du bureau se prennent à la majorité des membres présents. Le président ou la présidente tranche en cas d'égalité.

Art. 5 Commissions particulières (art. 19 LEMT)

a) Institution et organisation

¹ L'institution de Commissions particulières est ordonnée par le Conseil d'Etat sur proposition de la Direction de l'économie et de l'emploi ou de la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail.

² Le Conseil d'Etat nomme le président ou la présidente ainsi que les autres membres des Commissions particulières, dont le nombre dépend des besoins de la problématique abordée.

Art. 6 b) Fonctionnement

¹ Les Commissions cantonales instituées selon l'art. 19 LEMT se réunissent au moins 2 fois par année et aussi souvent que le président ou la présidente l'estime nécessaire.

² Elles ne peuvent délibérer que si la majorité des membres est présente.

³ Les Commissions prennent leurs décisions à la majorité des membres qui se prononcent, le vote du président ou de la présidente départageant en cas d'égalité de voix.

Art. 7 Formation du personnel (art. 20 LEMT)

¹ Le Service veille à ce que le personnel présente la formation requise par la législation fédérale, notamment pour les personnes chargées du suivi et du conseil des demandeurs et demandeuses d'emploi ainsi que pour les membres de l'inspection du travail et de la surveillance du marché du travail.

² Il applique les directives fédérales relatives aux domaines concernés, qui prévalent sur la législation cantonale en matière de personnel.

CHAPITRE II

Application de la LSE

Art. 8 Autorisations

a) Demande d'autorisation (art. 21 LEMT)

¹ La demande d'autorisation d'exercer le placement privé ou la location de services est présentée au Service.

² L'entreprise qui requiert une autorisation ou la révision de cette dernière se conforme aux prescriptions figurant sur les formules officielles et aux instructions du Service.

Art. 9 b) Cas de peu de gravité et délai raisonnable (art. 21 al. 2 LEMT)

¹ On entend par cas de peu de gravité les manquements à la LSE qui ne causent pas de dommage au travailleur, pour autant que ces manquements ne soient pas commis de façon répétée.

² On entend par délai raisonnable un délai d'une durée maximum de trois mois.

Art. 10 Réexamen (art. 22 LEMT)

Le réexamen des autorisations de placement privé et de location de services doit être effectué au moins tous les cinq ans.

Art. 11 Emoluments (art. 24 LEMT)

¹ L'émolument perçu pour l'octroi de l'autorisation s'élève à 1'500 francs au plus.

² L'émolument perçu pour la modification de l'autorisation s'élève à 800 francs au plus.

³ Les émoluments sont fixés en fonction du travail engendré par l'examen de la demande.

CHAPITRE III

Application de la LACI

Art. 12 Inscription et désinscription des demandeurs et demandeuses d'emploi (art. 32 LEMT)

a) Par les offices régionaux

¹ Les offices régionaux fournissent leur assistance aux demandeurs et demandeuses d'emploi qui s'inscrivent. Ils s'assurent que ces derniers n'ont pas été déclarés inaptes au placement au préalable.

² Ils renseignent le demandeur et la demandeuse d'emploi sur sa situation de chômage et établissent une liste des documents à fournir selon les prescriptions du droit fédéral. Ils leur remettent les adresses des caisses de chômage du canton.

³ Ils introduisent, au plus tard dans les sept jours suivant l'inscription, les données du demandeur et de la demandeuse d'emploi dans le système d'information en matière de placement et de marché de travail (PLASTA) et remettent à ces derniers les documents destinés à la caisse. Ils veillent à ce que les documents remis par le demandeur et la demandeuse d'emploi soient numérisés et attribués aux dossiers PLASTA respectifs.

⁴ Ils convoquent le demandeur et la demandeuse d'emploi à une séance d'information ainsi qu'à un entretien de conseil, au plus tard dans les quinze jours suivant leur inscription.

Art. 13 b) Par les communes

¹ Les communes qui ont une population supérieure à 5'000 habitants ou les chefs-lieux des districts du canton peuvent demander au Service de conserver la compétence d'inscrire les demandeurs et demandeuses d'emploi.

² L'office communal du travail remplit avec le demandeur d'emploi les formules nécessaires à son inscription au chômage.

³ Pour tout renseignement relatif à la situation de chômage du demandeur d'emploi, il remet à ce dernier l'adresse de l'office régional compétent ainsi que les adresses des caisses de chômage du canton.

Art. 14 Procédure de désinscription (art. 32 LEMT)

¹ Les offices régionaux procèdent à la désinscription du demandeur et de la demandeuse d'emploi.

² Sur requête du demandeur et de la demandeuse d'emploi ou des autorités compétentes en matière d'aide sociale, la désinscription fait l'objet d'une décision motivée au sens du droit de procédure.

CHAPITRE IV

Application de la LTr

Art. 15 Activités prohibées durant les jours fériés (art. 49 LEMT)

¹ La législation fédérale est applicable concernant l'engagement de travailleurs durant les jours fériés.

² Il est en outre interdit, notamment pour les personnes exerçant une profession indépendante, de se livrer à des activités professionnelles troublant la tranquillité publique, telles que des activités manifestes ou bruyantes, sous réserve d'une autorisation de l'autorité compétente.

Art. 16 Procédure en matière de protection des jeunes travailleurs (art. 50 LEMT)

¹ Les annonces et les demandes d'autorisation ou de dérogation prévues par la législation fédérale en matière de protection des jeunes travailleurs doivent être adressées à l'inspection du travail, qui statue.

² Les demandes d'autorisation et de dérogation doivent être déposées, en règle générale, une semaine avant le début de la prestation de travail.

³ L'inspection du travail livre annuellement à la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail une statistique de ses décisions rendues selon l'al. 1.

Art. 17 Mesures de contrainte administrative (art. 53 LEMT)

¹ En cas de suspicion d'infraction à la législation fédérale et si l'entreprise refuse de collaborer à l'établissement des faits, l'inspection du travail peut s'opposer à l'utilisation des locaux ou des installations, ainsi qu'ordonner la suspension immédiate de l'activité de l'entreprise.

² Dans sa décision, elle avise l'entreprise que la mesure de contrainte peut être levée lorsqu'il est constaté que les causes ayant justifié qu'elle soit ordonnée ont disparu. La levée de la mesure de contrainte fait également l'objet d'une décision de l'inspection du travail.

³ Les décisions de mesures de contrainte ont le caractère de décisions incidentes au sens de l'article 4 al. 2 Code de procédure et de juridiction administrative (CPJA). Un éventuel recours contre elles n'a pas d'effet suspensif.

⁴ L'inspection du travail livre annuellement à la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail une statistique de ses décisions rendues selon l'al. 1.

⁵ Les autorités compétentes notamment en matière de police cantonale ou communale, de police des constructions, de police du feu et de police sanitaire peuvent être appelées à collaborer à l'application des mesures de contrainte administrative.

CHAPITRE V

Application de la LAA, de l'OPA et de la loi sur la sécurité d'installations et d'appareils techniques

Art. 18 Mesures de contrainte administrative (art. 59 LEMT)

¹ En cas de suspicion d'infraction à la législation fédérale et si l'entreprise refuse de collaborer à l'établissement des faits, l'inspection du travail peut ordonner l'interdiction de l'utilisation des locaux ou des installations, la saisie de substances ou d'objets, ainsi que la suspension immédiate de l'activité de l'entreprise.

² Dans sa décision, elle avise l'entreprise que la mesure de contrainte peut être levée lorsqu'il est constaté que les causes ayant justifié qu'elle soit ordonnée ont disparu. La levée de la mesure de contrainte fait également l'objet d'une décision de l'inspection du travail.

³ Les décisions de mesures de contrainte ont le caractère de décisions incidentes au sens de l'article 4 al. 2 Code de procédure et de juridiction administrative (CPJA). Un éventuel recours contre elles n'a pas d'effet suspensif.

⁴ L'inspection du travail livre annuellement à la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail une statistique de ses décisions rendues selon l'al. 1.

⁵ Les autorités compétentes notamment en matière de police cantonale ou communale, de police des constructions, de police du feu et de police

sanitaire peuvent être appelées à collaborer à l'application des mesures de contrainte administrative.

CHAPITRE VI

Application du CO et de la LECCT en matière de contrats types et de conventions collectives de travail

Art. 19 Autorité de contrôle (art. 65 let. d LEMT)

La surveillance du marché du travail est l'autorité de contrôle dans le cadre des conventions collectives de travail étendues à l'ensemble du territoire cantonal.

CHAPITRE VII

Application de la loi sur les travailleurs détachés

Art. 20 Mandat de prestations (art. 67 LEMT)

¹ Le mandat de prestations entre le Service et le tiers délégué prévoit notamment l'étendue de la délégation, la fréquence des contrôles et la rémunération de l'organe de contrôle délégué.

² Le mandat de prestations établit également le contenu du rapport de contrôle, lequel fait état des résultats des contrôles effectués conformément au droit fédéral.

Art. 21 Mesures de contrainte administrative (art. 69 LEMT)

¹ Des mesures de contrainte administrative peuvent être prises s'il y a suspicion d'infraction à la législation fédérale et si l'entreprise refuse de collaborer à l'établissement des faits, à savoir lorsqu'elle :

- a) viole gravement la législation fédérale liée à la sécurité, à l'hébergement et au temps de travail des travailleurs ;
- b) refuse l'accès au chantier ou à l'entreprise aux personnes chargées des contrôles ;
- c) n'est pas en mesure de fournir les pièces qui doivent être immédiatement disponibles lors d'un contrôle en vertu des prescriptions fédérales ;
- d) ne fournit pas, dans un délai raisonnable, les pièces nécessaires à l'établissement des faits.

² On entend par suspension immédiate, l'arrêt sans délai de l'activité de l'entreprise de même que l'interdiction de ces futures activités dans le canton de Fribourg.

³ La suspension de l'activité de l'entreprise est ordonnée sur proposition écrite et motivée des personnes chargées des contrôles.

⁴ S'il estime que les conditions sont remplies, le Service rend sans délai une décision de suspension de l'activité de l'entreprise.

⁵ Dans sa décision, le Service avise l'entreprise que la mesure de contrainte peut être levée lorsqu'il est constaté que les causes ayant justifié la suspension de l'activité ont disparu. La levée de la suspension fait également l'objet d'une décision du Service, elle intervient au plus tard dans la décision de sanction.

⁶ La décision de suspension a le caractère de décision incidente au sens de l'article 4 al. 2 CPJA. Un éventuel recours contre elle n'a pas d'effet suspensif.

⁷ Le Service communique ses décisions à la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail.

⁸ Les autorités compétentes notamment en matière de police cantonale ou communale, de police des constructions, de police du feu et de police sanitaire peuvent être appelées à collaborer à l'application des mesures de contrainte administrative. Il appartient aux personnes chargées des contrôles de s'assurer que la décision soit appliquée.

CHAPITRE VIII

Application de la LTN

Art. 22 Lutte contre le travail au noir (art. 70 et 71 LEMT)

La Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail analyse chaque année le bien-fondé de la stratégie cantonale et en définit les objectifs et plans d'action cantonaux, sur la base des statistiques fournies par la surveillance du marché du travail.

Art. 23 Mandat de prestations (art. 75 LEMT)

¹ Le mandat de prestations conclu entre le Service et le tiers délégué prévoit notamment l'étendue de la délégation, la fréquence des contrôles et la rémunération de l'organe de contrôle délégué.

² Le mandat de prestations établit également le contenu du procès-verbal de contrôle, lequel fait état des résultats des contrôles effectués conformément au droit fédéral.

Art. 24 Mesures de contrainte administrative (art. 77 LEMT)

¹ Des mesures de contrainte administrative peuvent être prises s'il y a suspicion d'infraction à la législation fédérale et si l'entreprise refuse de collaborer à l'établissement des faits, à savoir lorsqu'elle :

- a) refuse l'accès au chantier ou à l'entreprise aux personnes chargées des contrôles ;
- b) refuse de fournir l'identité de personnes qui se sont enfuies lors d'un contrôle ;
- c) ne fournit pas, dans un délai raisonnable, les pièces nécessaires à l'établissement des faits.

² On entend par suspension immédiate, l'arrêt sans délai de l'activité de l'entreprise de même que l'interdiction de ces futures activités dans le canton de Fribourg.

³ La suspension de l'activité de l'entreprise est ordonnée sur proposition écrite et motivée des personnes chargées des contrôles.

⁴ S'il estime que les conditions sont remplies, le Service rend sans délai une décision de suspension de l'activité de l'entreprise.

⁵ Dans sa décision, le Service avertit l'entreprise concernée que la mesure de contrainte peut être levée lorsqu'il est constaté que les causes ayant justifié la suspension de l'activité ont disparu. La levée de la suspension fait également l'objet d'une décision du Service, elle intervient au plus tard dans la décision de sanction.

⁶ La décision de suspension a le caractère de décision incidente au sens de l'article 4 al. 2 CPJA. Un éventuel recours contre cette dernière n'a pas d'effet suspensif.

⁷ Le Service communique ses décisions à la Commission de l'emploi et du marché du travail.

⁸ Les autorités compétentes notamment en matière de police cantonale ou communale, de police des constructions, de police du feu et de police sanitaire peuvent être appelées à collaborer à l'application des mesures de contrainte administrative. Il appartient aux personnes chargées des contrôles de s'assurer que la décision soit appliquée.

CHAPITRE IX

Mesures cantonales

Art. 25 Transfert des quotas (art. 80 LEMT)

Sur proposition du Service, la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail peut autoriser un transfert des quotas entre les offices régionaux de placement et la structure de prise en charge mentionnée à l'art. 86 al. 2 LEMT.

Art. 26 Bénéficiaires (art. 81 LEMT)

¹ Sont considérés comme bénéficiaires uniquement les demandeurs et demandeuses d'emploi qui :

- a) sont inscrits auprès d'un office régional, une interruption de l'inscription d'une durée de quinze jours pouvant toutefois être tolérée ;
- b) sont aptes au placement au sens de la législation fédérale ;
- c) disposent d'une aptitude fragile ou d'une employabilité restreinte dans la mesure où ils sont pris en charge par la structure particulière au sens de l'art. 86 al. 2 LEMT ;
- d) n'ont pas fait l'objet d'une sanction définitive pour un refus d'emploi dans les six mois qui précèdent l'octroi de la mesure ;
- e) se rendent au moins tous les deux mois auprès de l'office régional pour un entretien de conseil et recherchent personnellement un emploi de manière assidue ;
- f) ont signé un contrat de placement avec cet office, selon lequel ils s'engagent à répondre aux obligations décrites à la lettre c de la présente disposition ;
- g) sont de nationalité suisse ou titulaires d'un permis d'établissement (C) ou de séjour (B) susceptible de déboucher sur l'octroi d'un permis d'établissement, pour autant qu'ils puissent disposer d'une autorisation de travailler en Suisse ou ;
- h) font l'objet d'une décision d'admission provisoire (F) susceptible de déboucher sur une autorisation de séjour, pour autant que la Confédération ne soit plus soumise à l'obligation de rembourser les frais au sens de la législation sur l'asile et qu'elles puissent disposer d'une autorisation de travailler en Suisse ;
- i) sont âgés de 18 ans au moins et n'ont pas atteint l'âge ouvrant droit à une rente AVS ;

- j) prouvent la constitution de leur domicile dans le canton depuis une année au moins et y ont établi leur résidence effective ou ;
- k) sont domiciliés depuis moins d'une année dans le canton, mais atteignent cette durée si l'on tient compte de la période directement précédente durant laquelle leur domicile a été établi dans un canton connaissant une aide aux chômeurs et chômeuses en fin de droit et accordant la réciprocité aux demandeurs et demandeuses d'emploi domicilié-e-s dans le canton de Fribourg.

² Les personnes ayant bénéficié des prestations de l'assurance-chômage fédérale sur la base d'une libération des conditions relatives à la période de cotisation n'ont pas besoin d'attendre la fin de leur délai-cadre de droit fédéral pour pouvoir bénéficier d'une mesure.

³ Il peut être renoncé aux conditions prévalant au statut de bénéficiaire au sens de la loi et des lettres b, d et e du présent règlement pour les personnes bénéficiant ou ayant bénéficié d'autres prestations sociales cantonales ou communales, prises en charge par la structure de collaboration entre le Service et les autorités compétentes en matière d'aide sociale.

Art. 27 Procédure et critères d'octroi (art. 81 et 82 al. 2 LEMT)

¹ Le demandeur ou la demandeuse d'emploi soumet une requête écrite visant l'octroi d'une mesure cantonale de réinsertion professionnelle à l'office régional.

² L'office régional examine en premier lieu si le ou la requérant-e détient la qualité de bénéficiaire au sens du présent règlement.

³ Il analyse ensuite la requête en fonction des quotas arrêtés par le Service et de la priorité à donner aux assurés pour lesquels la nécessité d'une telle mesure est avérée.

⁴ Les mesures sont octroyées en fonction de critères tels que l'objectif de réinsertion professionnelle envisagé, la formation et l'expérience professionnelle du demandeur ou de la demandeuse d'emploi, le nombre et la qualité de ses recherches d'emploi durant son délai-cadre d'assurance-chômage, les éventuelles procédures de justification ouvertes dans le cadre de la gestion du dossier d'assurance-chômage, les mesures du marché du travail octroyées au préalable, les gains intermédiaires réalisés, la connaissance des langues, l'âge et l'état de santé, ainsi que l'éventuelle obligation d'entretien de la famille.

⁵ La requête d'un-e bénéficiaire qui a fait l'objet d'une sanction durant son délai-cadre fédéral ou qui a déjà, par le passé, bénéficié d'une mesure cantonale de réinsertion professionnelle, n'est pas considérée comme prioritaire.

⁶ Les critères décrits aux al. 4 et 5 de la présente disposition ne sont pas considérés comme essentiels s'agissant des personnes prises en charge par la structure de collaboration entre le Service et les autorités compétentes en matière d'aide sociale.

Art. 28 Genre et durée des prestations (art. 84 LEMT)

¹ Le Service, les offices régionaux et la structure de collaboration avec les autorités compétentes en matière d'aide sociale s'efforcent de favoriser l'organisation de programmes de qualification auprès des entreprises.

² Les programmes de qualification au sens de la loi sont accordés pour une durée initiale de trois mois au plus. Ils peuvent être prolongés dans la limite de la durée maximale prévue par la loi si l'objectif de réinsertion le justifie.

³ Il peut être dérogé à la durée initiale de trois mois en faveur des personnes prises en charge par la structure de collaboration entre le Service et les autorités compétentes en matière d'aide sociale.

⁴ Les programmes prolongés sont considérés comme ayant été conclus pour l'intégralité de la durée du contrat, en particulier pour ce qui concerne l'affiliation aux assurances sociales.

Art. 29 Structure particulière de prises en charge de certains bénéficiaires (art. 86 LEMT)

a) Fonctionnement

¹ Les offices régionaux de placement, les autorités d'aide sociale et les autres services compétents qui collaborent avec la structure particulière de prise en charge de certains bénéficiaires (ci-après : la structure) lui fournissent tous les renseignements nécessaires sur la situation des demandeurs et demandeuses d'emploi en vue de leur insertion professionnelle, en respectant les principes de proportionnalité et de finalité. Ils lui indiquent notamment les données d'identification et de correspondance, les données sociodémographiques, les données relatives aux professions exercées et à la formation, ainsi que les données sociales en ce qui concerne la capacité de travail et de gain.

² La structure peut demander aux autorités d'aide sociale compétentes la conclusion d'un contrat d'insertion sociale au sens de la loi sur l'aide sociale, la procédure prévue dans ladite loi demeurant réservée.

Art. 30 b) Catalogue de mesures, types de mesures et financement

¹ La convention relative à la structure répertorie le catalogue des mesures qui pourront être octroyées aux bénéficiaires.

² Les mesures qui peuvent figurer dans le catalogue sont les suivantes :

- a) les mesures qui sont énumérées dans la LEMT, dont le financement est assuré par le fond cantonal de l'emploi ;
- b) les mesures au sens des dispositions sur l'aide sociale, dont le financement est assuré par les autorités compétentes en matière d'aide sociale ;
- d) de nouvelles mesures, proposées par la structure selon ses besoins, pour autant qu'elles aient été préalablement approuvées par la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail. Cette dernière détermine selon le caractère de la mesure par quel dispositif son financement doit être pris en charge. Un financement conjoint demeure réservé pour ces nouvelles mesures.

Art. 31 Structure particulière pour les jeunes

- a) Commission cantonale pour les jeunes en difficulté d'insertion dans la vie professionnelle (art. 87 LEMT)

¹ La question de l'insertion des jeunes en difficulté est confiée à une commission particulière au sens de l'art. 19 LEMT, désignée sous le nom de Commission cantonale pour les jeunes en difficulté d'insertion dans la vie professionnelle.

² Cette Commission est consultée dans le domaine de la politique de prise en charge des jeunes en difficulté d'insertion, notamment de ceux et celles qui n'ont pas trouvé de solutions de formation à la fin de leur scolarité obligatoire ou dans les années qui suivent, ainsi que dans le domaine des mesures visant à optimiser la transition entre la scolarité obligatoire et la formation professionnelle et entre celle-ci et la vie active.

³ Elle exerce en outre les attributions suivantes:

- a) elle formule toute proposition utile visant à la réalisation du plan d'action cantonal ;
- b) elle formule toute proposition utile à l'établissement des règles permettant d'assurer le financement et la coordination des mesures ;
- c) elle veille à la coordination, par les partenaires concernés, de la mise en œuvre du développement et de l'évaluation des mesures ;
- d) elle informe la Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail sur ses activités.

⁴ Le Service public de l'emploi en assure la gestion.

Art. 32 b) Plateforme Jeunes

¹ Il est institué, sous le nom de Plateforme Jeunes, une entité traitant des questions liées aux jeunes rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, dont la gestion est confiée à la Commission cantonale pour les jeunes en difficulté d'insertion dans la vie professionnelle.

² La Plateforme Jeunes est encadrée par des personnes issues des services chargés respectivement de l'emploi et de la lutte contre le chômage, de l'instruction publique, de la formation professionnelle, des questions de migration et des questions sociales. La participation à l'encadrement par d'autres personnes demeure réservée.

³ La Plateforme Jeunes informe régulièrement la Commission cantonale pour les jeunes en difficulté d'insertion dans la vie professionnelle de l'évolution de la situation des jeunes qui n'ont pas trouvé de solutions de formation à la fin de leur scolarité obligatoire ou dans les années qui suivent.

Art. 33 Frais d'encadrement et salaires (art. 91 LEMT)

¹ L'organisateur du programme de qualification prend en charge les frais d'encadrement.

² Les salaires versés lors de programmes auprès des collectivités publiques ou d'associations à but non lucratif sont définis dans l'Annexe I. Pour autant que des motifs d'équité ne s'y opposent pas, ils sont plafonnés au dernier gain assuré ou aux montants forfaitaires appliqués par les caisses de chômage pour les bénéficiaires n'ayant pas cotisé ou ayant été libérés de la période de cotisation.

³ Les associations à but non lucratif peuvent être déchargées des frais d'encadrement lorsque ceux-ci sont assurés par un demandeur et une demandeuse d'emploi engagé dans le cadre d'un programme d'emploi temporaire ou d'un programme de qualification.

⁴ Les salaires versés lors de programmes auprès d'entreprises sont les salaires conventionnels ou, à défaut, les salaires usuels.

⁵ L'entreprise organisatrice verse une contribution de 75% du salaire fixé par le Service. Cette contribution peut être réduite de 25 % en fonction de la situation de la personne concernée et de 25 % en fonction de la nature de la formation dispensée par l'entreprise, mais elle ne peut être inférieure à 25 %.

Art. 34 Prévoyance professionnelle des bénéficiaires (art. 91 LEMT)

Le Fonds cantonal de l'emploi verse une contribution à la prévoyance professionnelle des bénéficiaires:

- a) dont le contrat de travail est d'une durée d'au moins un mois ;

- b) à hauteur du salaire coordonné selon la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité.

Art. 35 Subventions aux primes d'assurance perte de gain (art. 94 LEMT)

a) Bénéficiaires

Peuvent bénéficier de subventions au paiement des primes d'assurance perte de gain en cas de maladie les personnes qui :

- a) ont droit au versement d'indemnités de l'assurance-chômage au sens de la LACI ou d'un salaire dans le cadre des mesures de réinsertion professionnelle selon la LEMT ;
- b) sont domiciliées dans le canton de Fribourg ;
- c) ont contracté une assurance pour la perte de gain en cas de maladie, dont le montant assuré atteint au minimum 50% du gain assuré au sens de la LACI ou du salaire versé dans le cadre des mesures de réinsertion professionnelle selon la LEMT ;
- d) remplissent les conditions de fortune fixées par le Conseil d'Etat.

Art. 36 c) Montant des subventions

Le Conseil d'Etat arrête les montants accordés à titre de subventions pour les primes d'assurance perte de gain en cas de maladie. Ceux-ci figurent dans l'Annexe II au présent règlement.

Art. 37 d) Procédure

¹ La demande de subvention est adressée à la Caisse publique de chômage sur le formulaire officiel. Les documents suivants sont joints à la demande :

- a) une pièce d'identité du requérant ;
- b) l'attestation de domicile du requérant et celui de chaque adulte de sa famille faisant ménage commun avec ce dernier ;
- c) la proposition de contrat ou le contrat passé avec un assureur perte de gain en cas de maladie ;
- d) le contrat passé avec le Service dans le cadre d'une mesure de réinsertion professionnelle au sens de la LEMT. Ce document n'est pas nécessaire si la personne en question perçoit des indemnités journalières sur la base de la LACI ;
- e) le dernier avis de taxation fiscale du requérant.

² La Caisse publique de chômage statue sur le droit à la subvention et sur le montant de ce dernier par décision. Elle peut s'adresser à toute autorité pour obtenir les renseignements complémentaires nécessaires au traitement de la demande.

³ La LEMT est applicable en ce qui concerne les voies de droit contre les décisions de la Caisse publique de chômage.

Art. 38 e) Droit à la subvention et versements

¹ Le droit à la subvention débute le mois au cours duquel la demande a été déposée, pour autant que les conditions au statut de bénéficiaire soient remplies dès cette date.

² La subvention est versée sur présentation du justificatif du paiement des primes d'assurance perte de gain en cas de maladie.

Art. 39 f) Frais administratifs

¹ L'Etat rembourse les frais administratifs encourus par la Caisse publique de chômage en application du présent règlement, par l'intermédiaire du Fonds de l'emploi.

² Ce remboursement fait l'objet d'une convention entre la Direction de l'économie et de l'emploi et la Caisse publique de chômage. Un montant forfaitaire par dossier peut être convenu.

CHAPITRE X

Chèque emploi

Art. 40 Fonctionnement (art. 95 et 96 al. 2 LEMT)

Lorsque la tâche d'encaissement et de remboursement est confiée à un organisme privé à but non lucratif, le Service procède à un appel d'offres pour choisir ce dernier. La législation sur les marchés publics est applicable.

CHAPITRE XI

Collaboration interinstitutionnelle

Art. 41 Financement (art. 98 à 100 LEMT)

¹ Le Service participe au financement de la collaboration interinstitutionnelle pour la part qui lui est dévolue.

² Le Conseil d'Etat règle l'organisation de la collaboration interinstitutionnelle.

CHAPITRE XII

Obligations

Art. 42 Protection des données

¹ Par législation topique on entend, en ce qui concerne les cas liés à l'assurance-chômage et l'indemnité en cas d'insolvabilité, les art. 96 à 97a LACI ainsi que les dispositions y relatives de l'OACI.

² La loi cantonale sur la protection des données est applicable dans le cadre des compétences relevant uniquement du droit cantonal.

CHAPITRE XIII

Emoluments et frais

Art. 43 Montants (art. 115 LEMT)

Lorsqu'une décision est prononcée, l'autorité compétente peut mettre à la charge de la personne concernée les frais de procédure comprenant :

- a) un émolument de 50 à 1'000 francs ;
- b) les débours, comprenant notamment les honoraires des experts, les indemnités versées et les autres dépenses occasionnées par l'instruction.

CHAPITRE XIV

Dispositions finales

Art. 44 Abrogations

Sont abrogés :

- a) l'ordonnance du 18 décembre 2007 d'exécution de la législation fédérale en matière de lutte contre le travail au noir (OETN ; RSF 866.0.22) ;
- b) l'ordonnance du 2 juin 2004 sur les mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes (OMA ; RSF 866.0.31) ;
- c) le règlement du 6 juillet 1999 sur l'emploi et l'aide aux chômeurs (REAC ; RSF 866.1.11) ;
- d) l'arrêté du 18 décembre 1990 d'exécution de l'ordonnance fédérale sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (AOPA ; RSF 842.3.11) ;
- e) l'arrêté du 22 mars 1983 d'exécution de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur le travail à domicile (RSF 864.3.11) ;

- f) l'arrêté du 29 octobre 1957 d'application de la loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail (RSF 222.5.81) ;
- g) l'arrêté du 22 octobre 1880 réglant l'application des différentes lois sur la sanctification des dimanches et fêtes (RSF 865.11) ;
- h) le décret du 10 février 1998 relatif à l'insertion professionnelle des jeunes ayant terminé leur formation (RSF 866.1.4) ;
- i) le règlement du 23 juin 1998 d'exécution du décret relatif à l'insertion professionnelle des jeunes ayant terminé leur formation (RSF 866.1.41) ;
- j) le règlement du 18 août 2009 d'exécution du plan cantonal de soutien en vue de contrer les effets de la crise dans le canton de Fribourg (assurance perte de gain pour demandeurs et demandeuses d'emploi ; RSF 900.62).

Art. 45 Modifications

a) Aide sociale

Le règlement du 30 novembre 1999 d'exécution de la loi sur l'aide sociale (RELASoc ; RSF 831.0.11) est modifié comme il suit :

Art. 12

Abrogé

Art. 13 al. 2 à 6

Abrogés

Art. 46 b) Main d'œuvre étrangère

L'ordonnance du 10 décembre 2007 concernant l'attribution de la main d'œuvre étrangère (RSF 866.2.12) est modifiée comme il suit :

Art. 2 al. 2

Remplacer « Commission cantonale pour l'attribution de la main-d'œuvre étrangère » *par* « Commission cantonale de l'emploi et du marché du travail (ci-après : la commission) ».

Art. 3

Abrogé

Art. 5 al. 1

Ajouter à la fin de l'alinéa « ,lorsque cette dernière siège pour les

questions relatives à la présente ordonnance ».

Art. 47 Entrée en vigueur et publication

Le présent règlement entre en vigueur le xx yy 2011.

Approbation

Ce règlement a été approuvé par le Département fédéral de l'économie le xx yy 2011.

Annexe I

Salaires des participants aux programmes de qualification auprès d'associations ou de collectivités publiques

Le salaire mensuel est fixé par la logistique des mesures du marché du travail en fonction de l'âge du participant, de sa formation, de son expérience professionnelle et de ses charges familiales :

Critères	Salaire mensuel de base	Minimum 5 ans d'expérience	Minimum 10 ans d'expérience	Par enfant à charge	Au maximum
Sans CFC moins de 25 ans	Fr. 2'300.--	+ Fr. 100.--	--	+ Fr. 250.--	Gain assuré
Sans CFC 25 ans et plus	Fr. 2'715.--	+ Fr. 100.--	+ Fr. 300.--	+ Fr. 250.--	Gain assuré
Avec CFC	Fr. 3'030.--	+ Fr. 200.--	+ Fr. 400.--	+ Fr. 250.--	Gain assuré
Universitaire / Haute école	Fr. 3'345.--	+ Fr. 300.--	+ Fr. 500.--	+ Fr. 250.--	Gain assuré

Sans CFC 50 ans et plus	Fr. 3'650.--	+ Fr. 100.--	+ Fr. 300.--	+ Fr. 250.--	Gain assuré
Avec CFC 50 ans et plus	Fr. 3'650.--	+ Fr. 200.--	+ Fr. 400.--	+ Fr. 250.--	Gain assuré
Universitaire / Haute école 50 ans et plus	Fr. 3'650.--	+ Fr. 300.--	+ Fr. 500.--	+ Fr. 250.--	Gain assuré

Pour les demandeurs et demandeuses d'emploi bénéficiant d'une mesure de réinsertion professionnelle sans avoir cotisé et sans avoir bénéficié d'une libération, la limite maximum du salaire se base sur les montants forfaitaires appliqués par les caisses de chômage dans le cadre de la LACI, à savoir :

Critères	Montants forfaitaires
Sans formation	Fr. 2'213.--
Avec CFC	Fr. 2'756.--
Universitaire / Haute école	Fr. 3'320.--

Annexe II

A. Montant des subventions au paiement des primes d'assurance perte de gain en cas de maladie

Le montant des subventions est fixé par le Conseil d'Etat en fonction du gain assuré du bénéficiaire au sens de la LACI ou du salaire réalisé dans le cadre d'une mesure de réinsertion professionnelle, ainsi que de ses charges familiales :

Gain assuré	Subventions	1 Enfant à charge (+15%)	Plus d'un enfant à charge (+30%)
Fr. 1.- à Fr. 1'000.-	Fr. 72.-	Fr. 82.80	Fr. 93.60
Fr. 1'001.- à Fr. 1'500.-	Fr. 108.-	Fr. 124.20	Fr. 140.40
Fr. 1'501.- à Fr. 2'000.-	Fr. 144.-	Fr. 165.60	Fr. 187.20
Fr. 2'001.- à Fr. 2'500.-	Fr. 175.-	Fr. 201.25	Fr. 227.50
Fr. 2'501.- à Fr. 3'000.-	Fr. 210.-	Fr. 241.50	Fr. 273.-
Fr. 3'001.- à Fr. 3'500.-	Fr. 220.-	Fr. 253.-	Fr. 286.-
Fr. 3'501.- à Fr. 4'000.-	Fr. 245.-	Fr. 281.75	Fr. 318.5
Fr. 4'001.- et plus	Fr. 260.-	Fr. 299.-	Fr. 338.-

B. Fortune déterminante

Seuls les demandeurs d'emploi ou les bénéficiaires de mesures complémentaires cantonales de réinsertion professionnelles dont la fortune déterminante est inférieure à 75 000 francs peuvent bénéficier d'un subside ;

ce montant est augmenté de 15 000 francs pour chaque membre de la famille du requérant ou de la requérante.

La fortune déterminante se compose de la fortune effective telle qu'elle ressort de la dernière taxation fiscale. L'immeuble ou partie d'immeuble propriété du requérant ou de la requérante qui lui sert d'habitation principale, ainsi que la fortune constituée des mesures de prévoyance individuelle prises par le requérant ou la requérante sont déduits de la fortune effective.

Si la fortune du requérant ou de la requérante s'est modifiée entre le moment décisif de la dernière taxation fiscale et le dépôt de la requête, il lui appartient d'en apporter la preuve.